



NPA POUR UN
**NOUVEAU
PARTI
ANTICAPITALISTE**
www.npa2009.org

Santé

Le 14 Mai tous en grève et dans les manifestations pour le retrait du projet de loi Bachelot

Du 12 au 20 mai, le Sénat va débattre du projet de loi Bachelot « Hôpital, patients, santé et territoires ».

L'opposition à ce projet de privatisation de l'Hôpital Public n'a cessé de grandir.

Personnels et médecins hospitaliers, collectifs défendant l'accès aux soins et les hôpitaux publics dénoncent ce texte.

Comme le dit l'appel de 25 professeurs de l'AP/HP, « le maître mot n'est plus la santé, mais la rentabilité. La préoccupation centrale n'est plus le malade mais le compte d'exploitation de l'Hôpital. Et les premières victimes en seront les patients et les soignants. Cette loi cale l'Hôpital sur l'entreprise. »

Face à cette mobilisation, le gouvernement a été contraint de « revoir sa copie », mais il n'accepte que quelques amendements, sans modifier l'essentiel.

C'est pourquoi 11 organisations syndicales de personnels et de médecins hospitaliers appellent pendant le débat au Sénat à une nouvelle journée de grève et de manifestations le jeudi 14 mai. Elles exigent le report de la loi et « l'ouverture de véritables négociations sur l'avenir de l'Hôpital Public ».

Le 14 mai, les salariés de la sécurité sociale sont aussi en grève et dans les manifestations contre les dangers de démantèlement de la sécurité sociale inscrite dans la loi Bachelot par la création des ARS. Le NPA, (Nouveau Parti Anticapitaliste) appelle à participer à cette journée nationale, pour imposer le retrait de l'ensemble du projet de loi Bachelot qui n'est ni négociable, ni amendable !

Réduire la place de l'Hôpital et le faire fonctionner comme une entreprise.

Le « docteur » Sarkozy n'a cessé depuis son élection de « poser son diagnostic »: l'Hôpital n'a pas besoin de moyens supplémentaires. Pour lui, il faut au contraire

- réduire sa place en transférant une partie de ses activités au secteur privé libéral, commercial ou associatif.
- transformer l'Hôpital en « entreprise de production de soins » d'abord préoccupée, par sa rentabilité financière.

La « loi Bachelot » « met en musique » ces objectifs.

Si elle est votée, elle permettra l'aggravation de la situation déjà insupportable que nous connaissons aujourd'hui, elle aura de grave conséquence pour la qualité et la sécurité des soins.

- Aujourd'hui, avec les « pôles », la polyvalence se développe, il faut remplacer d'un service à l'autre. Demain avec les « communautés hospitalières de territoires », la polyvalence se généralisera entre établissements. Il faudra travailler un jour sur un site, le lendemain ailleurs, avec toutes les conséquences pour la qualité et la sécurité des soins.
- Aujourd'hui les lits et les services ferment les urgences sont surchargées, demain avec les « communautés hospitalières de territoires », il suffira d'une simple décision du directeur, pour fermer, ou restructurer un établissement. Cela permettra de passer à la vitesse supérieure dans les suppressions de milliers d'emplois !
- Aujourd'hui avec les ARH, les activités de hôpitaux publics peuvent être transférées si elles sont rentables aux cliniques privées, demain avec les Agences Régionales de Santé (ARS) elles pourront être transférées également à des structures privées libérales, commerciales ou associatives, gérant des personnels sans statut public. La place de l'Hôpital Public sera de plus en plus réduite.
- Aujourd'hui les directeurs sont déjà les « patrons » de l'Hôpital, qu'ils doivent gérer en fonction de critère de rentabilité (tarification à l'activité...). Avec la loi Bachelot, leur pouvoir se renforce. Mais « tout puissant » à l'Hôpital, les directeurs ne seront que des marionnettes entre les mains des directeurs des Agences Régionales de Santé. Ils seront rémunérés en fonction de leurs résultats financiers, et pourront être licenciés s'ils ne remplissent pas les objectifs de « retour à l'équilibre » et de suppressions d'emplois.
- Les ARS sont également un outil de destruction et de privatisation de la sécurité sociale.

C'est l'ensemble de la loi Bachelot qui doit être retiré !

Pour une autre politique de santé, les propositions du NPA :

- Abrogation du plan « hôpital 2007 » et retrait du projet de loi Bachelot
- Soins gratuits grâce à une sécurité sociale finançant à 100% le système de santé.
- Une sécurité sociale gérée et contrôlée par les assurés sociaux.
- Pas de profits sur la santé (les cliniques commerciales doivent être intégrées à l'Hôpital Public avec leur personnel, sans indemnité pour les actionnaires. Passage sous contrôle public de l'industrie pharmaceutique)
- face à la pénurie de personnel: Un recrutement selon les besoins et pas selon une maîtrise financière exigeons un plan emploi formation en vue de créer 120 000 emplois hospitaliers
- Emploi statutaire et a durée indéterminée pour tous les salariés. Non à la précarité.
- Gestion démocratique de l'Hôpital par les représentants des salariés et des usagers.
- Création de Centres Publics de Santé gratuits (et non de maisons médicales libérales) travaillant en lien avec l'Hôpital.
- Reconnaissance salariale de la responsabilité, de la pénibilité et de la qualification des emplois hospitaliers. Pas de salaire inférieur à 1600€ nets, 300 € pour tous immédiatement
- Pour la médecine libérale : fin de la médecine « à l'acte » rémunération forfaitaire des médecins libéraux.
- Egalité entre les formations : Reconnaissance des diplômes à la valeur des années d'étude

- Pour cela le 14 mai, doit être une journée de grève dans nos établissements et la manifestation parisienne, doit prendre le plus possible un caractère national, avec des délégations de province, en même temps que des manifestations auront lieu dans les villes de province.
- Mais l'attaque contre l'hôpital s'inscrit dans une attaque globale contre les salariés, à qui patrons et gouvernement veulent faire payer leur crise : baisse du pouvoir d'achat, suppressions d'emplois et licenciement, destruction et privatisation des services publics. Il ne suffira pas pour cela d'une journée d'action tous les deux mois. Tous ensemble pour gagner,

C'est la grève générale des salariés du public et du privé qui est à l'ordre du jour. Il faut la préparer dès maintenant !